



Mardi 15 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[La CGEA applaudit les dernières décisions du président Tebboune](#)

La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) a salué lundi les dernières mesures annoncées par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens à travers notamment le gel des taxes et impôts sur certains produits alimentaires de large consommation.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Achats en ligne des téléphones et matériels informatiques: la suppression des taxes saluée](#)

Le président du Groupement des acteurs algériens du Numérique (GAAN), Bachir Tadjeddine, a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de supprimer les taxes et droits de douanes introduits par la loi de finance 2022, appliqués aux achats en ligne des téléphones portables et matériels informatiques à usage personnel.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Gel des taxes sur des produits alimentaires de large consommation: la décision du Président Tebboune saluée

Les représentants des consommateurs et des commerçants ont salué lundi la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de geler tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, la qualifiant de mesure importante pour mettre fin à la flambée des prix de ces produits.



IMPORTATION DE LOGICIELS ET ÉQUIPEMENTS LIÉS AU NUMÉRIQUE

Le Gaan réclame la révision des droits de douane

Tout en appréciant les récentes mesures du président de la République portant sur le gel avec effet immédiat des augmentations des droits de douane sur les biens achetés en ligne pour les particuliers et les start-up, le Groupement algérien des acteurs du numérique (Gaan) demande la révision des droits de douane et des taxes applicables à l'importation des appareils, logiciels et accessoires liés au numérique par les opérateurs économiques.

Dans ce cadre, le Gaan annonce la mise en place d'«une commission spéciale composée d'experts en finance et en droit, de chefs d'entreprise activant dans le domaine du numérique, dans le but de présenter au gouvernement des propositions concrètes concernant la loi de finances complémentaire pour l'année 2022, visant à lever tous les freins et entraves au développement de ce secteur». Pour rappel, le Gaan a été très critique sur les nouveaux droits de douane appliqués aux colis postaux liés aux achats en ligne, de matériels informatiques, équipements techniques et leurs accessoires.

FLAMBÉE DES PRIX, POUVOIR D'ACHAT ET SUSPENSION DES TAXES

Les raisons d'un gel

L'érosion du pouvoir d'achat des ménages a, sans nul doute, pesé dans la décision prise par le Conseil des ministres de geler des impôts et taxes prévus dans la loi de finances. Alors que le pouvoir d'achat continue de s'éroder sur fond d'inflation menaçante, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, dimanche, à surseoir au nouveau barème fiscal appliqué, dès cette année, à certains produits alimentaires et consommables non alimentaires, à l'image des smartphones et des produits informatiques et électroniques.

C'est une décision qui se veut un parechoc face à l'envolée des prix des produits alimentaires de base sur les marchés mondiaux et son impact sur les coûts à la consommation. Dimanche, lors de la réunion du Conseil des ministres, le chef de l'État a ordonné "le gel, à compter d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires", lit-on dans le communiqué de la Présidence, rendu public à l'issue de ladite réunion. Il est question également de "supprimer tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les start-up en se contentant des tarifications réglementées".

L'ÉDITO

Le droit d'importuner

Il n'y a pas plus incertain pour un pays, un État ou un gouvernement que d'être pris dans la périlleuse loi de l'immédiateté. Menaçante pour la bonne marche de la conduite des affaires publiques, la dictature de l'urgence aveugle ceux qui sont aux commandes et désabuse ceux qui subissent les décisions. Sommés de parer promptement aux problématiques de fond, ils excellent dans l'improvisation et donnent lieu à des "réponses" mal élaborées, singulièrement inopérantes. Elles deviennent elles-mêmes des crises. Les "corrections" apportées par le Conseil des ministres à la loi de finances 2022 sont à ce titre l'illustration de l'impréparation criante, mais surtout de l'absence d'anticipation dans l'élaboration d'un document pourtant très classique. C'est cette manière de faire qui a prévalu de tout temps et pas seulement dans le domaine de la finance.



IL PREND ACTE DU GEL DE CERTAINES TAXES

Le PT demande plus

Le Parti des travailleurs (PT) a réagi aux décisions du Conseil des ministres de geler, jusqu'à nouvel ordre, tous les impôts et les taxes, particulièrement celles contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires et de supprimer tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel. Dans un communiqué du secrétariat de son bureau politique, rendu public, hier, le PT, et même s'il enregistre "positivement" ces mesures, affirme qu'elles ne peuvent pas répondre "aux différentes augmentations vertigineuses des prix des produits alimentaires de large consommation".

Ces dernières sont induites, selon lui, par la loi de finances 2022 "qui supprime les subventions sociales et augmente les taxes et les impôts". Le parti de Louisa Hanoune cible notamment l'article 188 de la loi de finances 2022 "portant annulation des transferts sociaux et des subventions de l'État aux produits alimentaires de large consommation et services", exigeant purement et simplement sa "suppression". À ce propos, le PT avait critiqué cette loi de finances après son entrée en vigueur au premier jour de l'année 2022.



Gel et annulation des taxes et impôts : Préserver le pouvoir d'achat

Président, dimanche dernier, une réunion du Conseil des ministres, le chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le gel, immédiat et jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022, sur certains produits alimentaires. Joint par El Moudjahid, Brahim Guendouzi, professeur d'économie à l'université de Tizi-Ouzou, affirme que l'économie algérienne est entrée dans un processus inflationniste. Au regard de cela, il est urgent de prendre des mesures correctives afin d'endiguer la poussée inflationniste pour qu'elle ne se transforme pas en spirale dangereuse pour les équilibres économiques et sociaux du pays.

Les décisions prises en Conseil des ministres, argumente l'universitaire, «visent justement la stabilisation des prix des produits alimentaires en priorité». Il s'agit de «l'annulation de certaines dispositions contenues dans la loi de finance 2022. «Ces dernières concernent l'imposition de certains revenus issus de l'activité agricole, telle que édictée par les articles 101, 102, 103, 107 et 108. Les agriculteurs sont attentifs à tous les encouragements afin qu'ils puissent rehausser autant que faire se peut la production agricole à un niveau qui répond aux attentes des consommateurs en termes de quantité et de prix».



Ishak Kharchi, expert économique : «Le caractère social de l'état consacré»

L'expert économique, Ishak Kharchi, a estimé que les orientations du président Tebboune, servaient l'intérêt du citoyen et témoignaient du caractère social de l'Etat algérien et de son importance économique. S'agissant de la levée des restrictions sur les projets d'investissement industriel, M. Kharchi a indiqué à l'APS, que la levée des restrictions sur les projets permettra d'augmenter le nombre des postes d'emploi tout en relaçant la production nationale.

Pour les produits de large consommation, l'expert a considéré que le gel décidé des impôts et des taxes concernant les produits alimentaires mènera à la baisse de leurs prix et ainsi à l'amélioration du pouvoir d'achat. «Le marché connaîtra une demande croissante sur ces produits ce qui servira les usines algériennes qui vont augmenter leurs capacités de production et recruter davantage de travailleurs», explique-t-il.



RETOUR SUR LE CONSEIL DES MINISTRES

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ET LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ORDONNÉ, lors du dernier Conseil des ministres, le gel de tous les impôts et les taxes, notamment celles contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires.

Revoir l'économie monétaire, d'après l'expert Nabil Djemaâ

Le chef de l'Etat a sommé le gouvernement de prendre toutes les mesures et procédures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix dans les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation. Pour lutter contre le phénomène de la contrebande qui gangrène le secteur économique, les services du ministère du Commerce sont appelés à coordonner avec les représentants des corps sécuritaires, en vue d'élaborer une stratégie efficace visant à mettre fin à la contrebande des produits alimentaires à travers les frontières du pays.

Le détournement des produits subventionnés destinés au marché intérieur a pris ces derniers temps, faut-il le rappeler, des proportions alarmantes affectant sérieusement les équilibres de l'offre et de la demande qui réclament de la rationalité de la part aussi bien des consommateurs que des professionnels.

BAISSE DES PRIX DES PÂTES ALIMENTAIRES. Les associations de consommations en parlent

Ce sont surtout les consommateurs qui tirent profit de la baisse, de près de 50%, des prix des pâtes alimentaires qui ont pratiquement doublé au cours des derniers mois, suite à la hausse du coût du blé dur sur le marché mondial. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural note avec satisfaction une baisse sensible dans les prix des pâtes alimentaires de près de 50% au niveau national. Des prix qui ont connu, au cours de ces derniers mois, une hausse importante en raison de l'augmentation du coût du blé dur sur le marché mondial. Ainsi, après que l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a été autorisé à vendre le blé dur à un prix subventionné au profit des producteurs des pâtes alimentaires, les prix de ces dernières, qui avaient pratiquement doublé, ont amorcé une tendance vers le bas.

«Aller vers des solutions durables»

Le président de l'association pour la protection des consommateurs El Amane, Hacène Menouar, estime également que la révision des prix à la baisse des pâtes alimentaires ne peut qu'être qu'une bonne chose pour les consommateurs, bien qu'elle soit temporaire. «L'Etat a fait l'effort d'injecter encore des subventions pour le blé dur, permettant ainsi aux consommateurs de passer ce trimestre et le mois de Ramadan dans la sérénité.

Mais l'Etat ne peut pas continuer à poursuivre sa politique de subvention qui coûte au Trésor public 18 milliards de dollars par an. D'où l'impératif d'aller vers des solutions durables et non conjoncturelles», estime-t-il. Une étude et une stratégie sont nécessaires, selon lui, pour réduire les coûts de revient des produits alimentaires et revoir les systèmes fiscaux, parafiscaux et les TVA qui sont lourds.

Fiscalité : La CGEA applaudit les décisions du président Tebboune

La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) a salué, ce lundi, les dernières mesures annoncées par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens à travers notamment le gel des taxes et impôts sur certains produits alimentaires de large consommation.

[25e édition du SILA : Sur instruction du Président Tebboune, les éditeurs exonérés des frais de location des stands](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'exonérer les maisons d'édition devant prendre part à la 25e édition du Salon international du livre d'Alger, prévue du 24 au 31 mars prochain, des frais relatifs à la location des stands.



[Le pétrole se rapproche de la barre des 100 dollars](#)

[Que faire de l'argent?](#)

Après avoir frôlé l'option de l'endettement dans le courant des années 2019 et 2020, l'Algérie ressort la tête de l'eau et peut envisager un retour à une croissance soutenue.

La crise ukrainienne aidant, les prix de l'or noir connaissent une forte hausse, à même d'envisager un redressement financier conséquent. Déjà excédentaire lors de l'exercice 2021, le commerce extérieur est parti pour renouveler un exploit qu'on n'avait pas vu depuis 2014.



[Les consommateurs soulagés](#)

Les flambées des prix avaient causé des nuits blanches aux citoyens. Le chef de l'État les a écoutés. Les Algériens jubilent. Ouf de soulagement! Les Algériens jubilent, le président de la République vient de geler les taxes contenues dans la loi de finances 2022. La nouvelle a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme à travers le pays. Une ferveur populaire qui vient célébrer la fin de ce que beaucoup qualifient d'injustice. Quelques minutes après que le communiqué sanctionnant le Conseil des ministres eut été rendu public, la nouvelle avait déjà fait le tour du pays. C'était même un grand «buzz» sur les réseaux sociaux. «Abdelmadjid Tebboune vient de préserver l'Algérie d'une grave crise», soutient Azzedine, jeune militant dans un parti politique.



Consommateurs, commerçants et partis saluent le gel des taxes par le Président

Le marché ne «brûlera» pas!

En décidant de geler les impôts et taxes sur certains produits de large consommation, le président de la République a coupé l'herbe sous les pieds de toute une faune de spéculateurs.



L'Exécutif retarde l'application de certaines mesures de la LF 2022

Baisse immédiate des prix, les commerçants doivent «s'adapter». Pour amortir l'onde de choc de l'inflation qui met les ménages depuis des mois sous pression, le Gouvernement fait des concessions et élabore des mesures concrètes en faveur du consommateur et du producteur.

Au début du mois de janvier dernier, les autorités approuvent l'importation à nouveau de 1.608 produits, à condition de les soumettre au Droit additionnel de sauvegarde (DAPS) et la levée immédiate du gel des dérogations d'importation de la poudre de lait.



Alors que 15 nouveaux projets d'investissements viennent de bénéficier d'une levée d'obstacles

Tebboune ordonne le maintien de la cadence de travail pour recenser les projets en suspens. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, avant-hier dimanche, le maintien de la cadence de travail pour recenser les projets en suspens et aplanir les obstacles en vue de parvenir à une solution définitive aux 915 projets, jusque-là bloqués pour divers motifs.



Bouffée d'oxygène

Susplicieux, méfiants, doutant de tout, voyant toujours le verre à moitié vide, les Algériens seraient-ils un peuple à part, difficile à satisfaire même si on lui offre le paradis sur terre ? La décision, prise dimanche en Conseil des ministres, de suspendre tous les impôts et taxes sur les produits alimentaires de base et le commerce électronique avec effet immédiat a été reçue comme une véritable bouffée d'oxygène par de larges couches d'Algériens.



Gel des taxes et impôts : Le PT salue les mesures de Tebboune

Le Parti des travailleurs (PT) a réagi ce lundi aux décisions prises par le chef de l'État durant le Conseil des ministres qui s'est tenu la veille. Dans un communiqué celui-ci « enregistre positivement ces mesures » qui, dit-il, « ne sauraient répondre aux différentes augmentations vertigineuses des prix des produits alimentaire de large consommation provoquées par l'entrée en vigueur de la loi de finances 2022 qui supprime les subventions sociales et augmente les taxes et les impôts ».



LES NOUVELLES TAXES SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET ÉLECTRONIQUES GELÉES : Quel impact sur les prix ?

Afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens laminé par l'explosion des prix de la majorité des produits, d'importantes décisions ont été prises dimanche soir par les hautes autorités. Il s'agit du gel des impôts jusqu'à nouvel ordre sur certains produits dont ceux relevant de l'alimentaire de large consommation. Jusqu'ici, tout semble aller dans le bon sens. Mais pour ce qui est, cependant, de l'application de ces instructions sur le terrain dans les délais voulus, il y a à s'interroger car il n'est ignoré par personne que c'est toujours l'application effective des différentes décisions prises auparavant dans différents domaines qui a posé problème. Même si le président de la République insiste à chaque réunion avec ses ministres sur l'importance de mettre en œuvre ses instructions dans les délais fixés, les responsables des différents secteurs mettent beaucoup de temps à les réaliser sur le terrain.



خبراء وممثلو المستهلكين يثمنون قرارات الرئيس تبون

ارتياح واسع لتجميد الضرائب على المواد واسعة الاستهلاك

ثمن خبراء ومستوردون وتجار ومستهلكون قرارات الرئيس تبون بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية والتجارة الإلكترونية والهواتف النقالة ووسائل الإعلام الآلي الموجهة للاستعمال الفردي، والمؤسسات الناشئة، ودعم أسعار الحبوب، وتشديد الرقابة على الدعم الفلاحي وتربية المواشي، بما يخدم استقرار الأسعار لفائدة المواطنين، واعتبروا هذه الإجراءات بمثابة الاستماع لنداء الشعب وإيقاف نزيف القدرة الشرائية، خاصة في ظل ارتفاع أسعار مختلف المواد الاستهلاكية، وهو ما جعل الرئيس حسبهم يتدخل في الوقت المناسب لاتخاذ إجراءات تتطلب تشديد الرقابة لإنجاحها على أرض الواقع.



الدراسة في 20 يوماً والتنسيق مع ولاية الجمهورية

قروض بـ900 ألف مليار.. وأوامر بتحرير ملفات الاستثمار

تزامنا وإجراءات رفع التجميد عن المشاريع العالقة والموقفة منذ شهر ديسمبر الماضي، أمرت الحكومة برفع المكابح عن طلبات القروض المتكدّسة على مستوى الوكالات البنكية والتخلّص من المخزون المتراكم، من خلال تخفيض آجال دراسة الطلبات والرد عليها بالإيجاب أو السلب إلى أقل من شهر، إذ بلغت مدّة المعالجة مطلع شهر فيفري الجاري 20 يوماً على مستوى جل البنوك العمومية، في حين تمكّنت هذه الأخيرة إلى غاية 31 ديسمبر المنصرم من تمويل الاقتصاد بقروض بلغت قيمتها 900 ألف مليار سنتيم..

بعد انحياز رئيس الجمهورية للشعب.. رؤساء الكتل البرلمانية:

لهذه الأسباب صوتنا بـ"نعم" للرسوم في قانون المالية!

برر رؤساء الكتل البرلمانية المصوتين بـ"نعم" على الرسوم المفروضة في قانون المالية لسنة 2022، والتي أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، الأحد، بتجميدها إلى إشعار آخر، بـ"تلقينهم ضمانات بعدم ارتفاع أسعار المواد الاستهلاكية، ومبررات كافية من الحكومة حينها حول صعوبة الوضع المالي في البلاد وضرورة تدبير موارد جديدة ولو عبر الرسوم"، معتبرين أن "دور أحزاب الموالية يكمن في مرافقة الحكومة في أداء مهامها بكل الوسائل المتاحة لها دستوريا!"



تجميد الضرائب والرسوم على مواد غذائية و سلع أخرى

القدرة الشرائية.. خط أحمر

□ الرئيس تبون يُنصف "الزوالية" ويضع المعيشة فوق كل اعتبار

□ تفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار في الأسواق الدولية

حمل اجتماع مجلس الوزراء المنعقد أول أمس، بشائر للمواطن بعد اعتماد قرارات هامة تثري الطابع الاجتماعي للدولة، في ظل ارتفاع الاسعار التي مست مؤخرا وبشكل لافت القدرة الشرائية للطبقة الفقيرة والمتوسطة، وجعلت رئيس الجمهورية، يتخذ قرارا بتجميد كل الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية واسعة الاستهلاك، خاصة الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد. وتأتي هذه القرارات لتفادي آثار الارتفاع الجنوني للأسعار في الأسواق الدولية، على المواطنين خلال السنة الجارية إلى غاية ضمان استقرارها، حيث تبين تأثيرها الواضح على المستوى المعيشي للمواطنين أسابيع فقط بعد دخول قانون المالية الجديد حيز التنفيذ.

المواطن المستفيد الأول منها.. مختصون

إلغاء الضرائب يجب ألا يستفيد منها المتعامل فقط

□ زبدي: وزارة التجارة مدعوة لضمان الرقابة ومحاربة التحايل

□ بولنوار: نتوقع انخفاض الأسعار بنحو 30% بعد شهر

ثمن ممثلو المستهلكين والتجار قرارات تجميد الرسوم والضرائب على بعض المواد الاستهلاكية من مواد غذائية وتجهيزات إلكترونية ووسائل الرقمنة، معتبرين إياها خطوة من شأنها الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن. غير أنهم أكدوا أن هذا الإعفاء الضريبي يجب ألا يستفيد منه المتعاملون الاقتصاديون وحدهم على حساب المواطن، داعين الحكومة وعلى رأسها وزارة التجارة لإيجاد الآليات اللازمة التي تضمن تطبيقها مع تكثيف الرقابة لمحاربة التحايل والغش وعدم الالتزام بتخفيض الأسعار.



اجتماع تنسيقي مع مهنيي العجائن لضبط تجميد الضرائب

كشف سامي قلي المدير العام للأنشطة التجارية وتنظيمها بوزارة التجارة وترقية الصادرات عن عقد اجتماع تنسيقي يوم الأربعاء مع كل المهنيين والمنتجين للعجائن والمواد الاستهلاكية الأخرى كالسكر الذي سيتم تجميد كل الرسوم المفروضة عليه إلى إشعار آخر والرجوع إلى مستوى الأسعار المعمول بها في سنة 2021 .



هذه أسباب تجميد كل الضرائب والرسوم

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، حتى إشعار آخر. ولا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية. وتأتي تعليمات وأوامر الرئيس تبون، خلال ترؤسه إجتماعا لمجلس الوزراء، أين أمر بخصوص تمويل السوق الوطنية بالمواد الواسعة الاستهلاك. بتجميد كلّ الضرائب والرسوم، حتى إشعار آخر. ولا سيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية.

GEL DES TAXES ET IMPÔTS PAR LE PRÉSIDENT

La cote de popularité de Tebboune en hausse

Le Président Tebboune a ordonné, avant-hier, lors du Conseil des ministres le gel jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et les taxes, notamment les taxes contenues dans la Loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires.

Il a également ordonné la suppression de tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques. Une décision qui a été accueillie avec satisfaction par la majorité du peuple qui a manifesté son soutien au président de la République.

Ces taxes avaient suscité une vive polémique sur les réseaux sociaux notamment de la part des citoyens qui estimaient que une taxe de 133% sur les portables et les produits électroniques était ruineuse pour tous les foyers algériens qui achètent quatre portables en moyenne par famille en plus des accessoires périssables. Le chef de l'État a instruit le gouvernement en vue de prendre toutes les mesures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix dans les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation.

Au lendemain de l'annonce de la suppression des taxes et impôts sur le e-commerce, la nouvelle a été largement saluée par des milliers d'internautes sur les réseaux sociaux, Samir un jeune étudiant a salué cette décision sur un post Facebook « Je félicite le président de la République qui en supprimant ces taxes controversées s'est mis du côté de son peuple ».

Pour sa part Nadir un jeune entrepreneur dans le e-Commerce a exprimé son sa satisfaction dans une déclaration au Jeune Indépendant, «cette décision du Président Tebboune, est comme une bouffée d'oxygène pour les jeunes start-up qui débutent dans le e-commerce». Nous attendons plus de mesures facilitantes qui nous aident à développer nos projets».

Pour sa part, le président du Groupement des acteurs algériens du Numérique (GAAN), Bachir Tadjeddine, a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de supprimer les taxes et droits de douanes introduits par la loi de finance 2022, appliqués aux achats en ligne des téléphones portables et matériels informatiques à usage personnel.



Le premier responsable du GAAN a salué la décision du président de la République, de supprimer les taxes et droits de douanes supplémentaires sur le Commerce électronique, spécialement, explique-t-il, ceux appliqués par les Douanes algériennes sur les achats opérés par des citoyens sur des sites en ligne et reçu par colis, dont les taux varient entre 30 et 130%.

Le Groupement avait appelé récemment, dans un communiqué, les services concernés à une «révision radicale» des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires.

L'appel du GAAN a été justifié par le fait que les étudiants et les chercheurs seront affectés par ces mesures qui entraîneront la hausse des prix de certaines marchandises dont ils ont besoin pour leurs activités scientifiques et techniques, notamment

celles non disponibles sur le marché national.

La révision de ces taxes «est une mesure nécessaire, si nous voulons vraiment relancer le domaine numérique en Algérie», avait estimé le Groupement qui a fait état de la création d'un groupe de travail composé d'experts et d'opérateurs économiques en vue de formuler des propositions et des solutions pratiques à soumettre au Gouvernement.

Le Parti des travailleurs (PT) a salué les décisions du Conseil des ministres dans un communiqué. Réuni hier, le bureau national du parti de Louisa Hanoune a accueilli « positivement ces mesures ».

Ces taxes et impôts, ajoute le PT, ont généré des « augmentations vertigineuses » des prix des produits de large consommation, « affaiblissant davantage le pouvoir d'achat de l'immense majorité du peuple ».

Nassim Mecheri

ANNULATION DES TAXES SUR CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES

DES MESURES POUR FREINER L'ÉROSION DU POUVOIR D'ACHAT

«Le gouvernement est appelé à prendre toutes les mesures et appliquer les procédures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix sur les marchés internationaux.»

Les pouvoirs publics viennent de décider d'annuler ou de geler des taxes, dont certaines sont inscrites dans la loi de finances (LF-2022). Des mesures prises pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens qui font face, depuis des mois, à une hausse continue des prix de certains produits alimentaires. «Le président Rébbane a ordonné de geler, à compter d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, tous les impôts et les taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires», a indiqué la présidence de la République dans le communiqué sanctionnant le Conseil des ministres qui s'est tenu dimanche. A cet effet, le gouvernement est appelé à prendre toutes les mesures et appliquer les procédures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix sur les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation. Dans le même sens, «l'Etat se chargera de contrôler la différence des prix des produits destinés aux citoyens par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAC), et ce, compte tenu de l'augmentation des prix à l'international». Il est question également de «l'organisation d'une réunion de coordination entre les services du ministère du Commerce et les représentants des corps sécuritaires en vue d'élaborer une stratégie efficace visant à mettre fin à la contrebande des produits alimentaires de large consommation à travers les frontières du pays, un phénomène à l'origine de pertes importantes pour le marché et l'économie nationales. Bien que le détail de la levée de ces taxes ne soit pas encore connu, les produits alimentaires concernés n'ayant pas été cités dans le communiqué, il n'en demeure pas moins que les autorités se devaient de réagir face à



Le gouvernement a décidé d'annuler les taxes sur les produits alimentaires

la baisse du pouvoir d'achat. Le pays a connu, ces derniers mois, plusieurs crises liées à la disponibilité de certains produits alimentaires. Parallèlement, le marché a connu une hausse importante des prix de plusieurs produits. On peut citer la pomme de terre, le poulet, le lait, les pâtes alimentaires...

MALAISE SOCIAL

Ces derniers viennent de connaître, du moins pour ce qui est de certaines marques, une baisse substantielle due au fait que les autorités ont décidé de céder de nouveau du blé subventionné aux fabricants. Au-delà de la forme, qui peut être sujette à débat, les pouvoirs publics ayant décidé d'annuler

pas bougé depuis plusieurs années, notamment dans la fonction publique. La mesure relative à la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG), décidée également dans la loi de finances 2022, paraît insignifiante par rapport à l'inflation. A cet effet, les mouvements de protestation, même si les revendications diffèrent d'une corporation à une autre, bien qu'il s'agisse tous de la conséquence d'un malaise social latent, sont de plus en plus nombreux. A ceci s'ajoutent, bien entendu, le malaise existant sur le plan politique, les pressions que subissent les partis politiques, militants... Ainsi, c'est probablement dans l'objectif de «désamorcer» une éventuelle «explosion sociale» que les autorités ont réagi. D'autant plus qu'il est tout aussi probable que les recettes pétrolières soient plus importantes à la fin de l'année avec la hausse du prix du baril qui dépasse les 90 dollars, alors que le prix de référence sur lequel est basé la loi de finances 2022 est de 45 dollars. La hausse des prix des produits alimentaires, due à plusieurs facteurs, selon les spécialistes, dont la dévaluation du dinar et la hausse des prix des matières premières et de certains produits de base sur les marchés mondiaux, a affecté beaucoup d'Algériens. Il est devenu plus que nécessaire que les autorités agissent pour freiner, un tant soit peu, cette inflation, et par la même occasion, préserver le pouvoir d'achat des citoyens pour peu, bien entendu, que ces mesures aient des répercussions conséquentes sur les prix.

Abdelghani Aichoun

RÉACTIONS DE PARTIS POLITIQUES ET DES DÉPUTÉS

«Le pouvoir a reculé pour éviter une explosion sociale»

Le président de la République a ordonné, ce dimanche lors du Conseil des ministres, le gel jusqu'à nouvel ordre de tous les impôts et taxes contenues dans la loi de finances 2022. Nombreux sont les partis politiques et les députés qui ont applaudi cette décision. Ils sont également nombreux à faire remarquer que la logique voudrait qu'une loi de finances complémentaire (LFC) annule les dispositions d'une loi de finances (LF) ordinaire. Mais, unanimement, ils affirment que ces mesures sont dictées par une situation intenable et le pouvoir devait donc agir rapidement. *«Le Président était contraint de reculer pour éviter une explosion sociale. Il a tenté de contenir le départ de feu qui risque de devenir un brasier»*, résume un député. Un autre élu du FLN, qui a pourtant approuvé tous les impôts et les taxes institués dans la LF-2022, pense que *«le gel de ces mesures devra freiner une hausse des prix sans précédent»*. Le Parti des travailleurs (PT) qui ne cesse de mettre en garde contre une explosion sociale accueille favorablement ces mesures et rappelle *«qu'à l'origine du chaos qui caractérise le marché national depuis plusieurs mois se trouve l'entrée en vigueur des mesures fiscales contenues dans la loi de finance 2022 qui ont généré des augmentations vertigineuses des prix des produits de large consommation, affaiblissant davantage le pouvoir d'achat de l'immense majorité du peuple, qui a basculé dans la précarité totale»*, lit-on dans le communiqué rendu public, hier, par ce parti. Cette situation insupportable pour le peuple a provoqué, selon la formation de Louisa Hanoune,

la colère et le mécontentement généralisés, et ce, partout dans le pays et chez les différentes couches sociales ainsi que les syndicats et les organisations de professions libérales qui se sont mobilisés contre les mesures qui les touchent directement. Pour le PT, l'urgence de mettre un terme à la détérioration sans précédent des conditions de vie de la majorité du peuple exige la suppression pure et simple de l'article 188 de la loi de finances 2022 portant annulation des transferts sociaux et des subventions de l'Etat aux produits alimentaires de large consommation et services. Le PT réclame aussi le gel de toutes les *«dispositions antisociales et antinationales qui remettent en cause la nature sociale de l'Etat et la redynamisation et le renforcement des différents offices interprofessionnels (lait, aliments de bétails, céréales, fruits et légumes,...)»*. Le RCD, par le biais de son chargé de communication Athmane Mazouz, est persuadé que la décision du gel de certaines taxes n'aura pas une grande incidence sur le pouvoir d'achat des Algériens. *«Avec une inflation galopante et la perte de tout contrôle sur les prix, conjugués à l'érosion du pouvoir d'achat au quotidien, de nombreux Algériens tombent dans la pauvreté. Le pouvoir actuel a perdu la bataille sur l'économie et le social»*, note cet ancien député qui pense que l'Algérie passe par l'une des crises les plus difficiles de son histoire. De son côté, le MSP, dont les députés ont voté contre ces mesures instituées dans la LF-2022, se réjouit de ces décisions, qui, selon le parlementaire Ahmed Sadok, les confortent dans leurs choix et orientations. **Nabila Amir**

BRAHIM GUENDOZI. Professeur en économie

«Nous sommes toujours au stade des tâtonnements et de l'improvisation»

Propos recueillis par
Nadjia Bouaricha

Comment analysez-vous la décision du Conseil des ministres de revenir sur des mesures fiscales pourtant contenues dans la loi de finances 2022, adoptée et approuvée par les deux Chambres du Parlement et signée par le président de la République ?

La décision de surseoir à l'application de certaines taxes touchant des opérations de commerce électronique, prévues dans la LF-2022, notamment les articles 135, 136, 137 et 138, paraît surprenante, mais obéit à une nouvelle évaluation de la situation économique du pays, d'une part, et aux conditions d'application des mesures en question, d'autre part. Il arrive que des textes juridiques soient promulgués sans que l'application ne soit effective immédiatement. Dans ce cas précis, il faut s'attendre logiquement à une loi de finances complémentaire à la fin du premier semestre pour savoir si les taxes seront annulées définitivement ou bien maintenues mais avec un autre échéancier de mise en œuvre.

Quel impact aurait pu avoir le maintien de ces taxes sur à la fois le commerce extérieur, la production nationale et le pouvoir d'achat des citoyens ?

La conjoncture économique caractérisée par une hausse des prix généralisée en raison de la conjugaison de plusieurs facteurs (internes et externes) implique une politique économique rigoureuse pour venir à bout de l'inflation, qui était de 9,5% en octobre 2021, selon la Banque d'Algérie. La crainte de voir l'économie nationale s'installer dans un cycle inflationniste de type structurel, c'est-à-dire une spirale s'autocalimant, dont les conséquences seraient handicapantes aussi bien pour la consommation des ménages que celle productive et pour l'effort d'investissement, avec un effet global de ralentissement de l'activité économique. Aussi, la lutte contre l'inflation devient une priorité pour l'Exécutif afin de ne pas remettre en cause les fragiles équilibres économiques et sociaux au niveau du pays.

Que pensez-vous de cette instabilité du cadre juridique et de son impact sur l'économie ?



PHOTO : D. R.

Brahim Guendouzi

A plusieurs reprises, l'instabilité du cadre juridique en Algérie a été pointée du doigt par les opérateurs économiques tant nationaux qu'étrangers, car cela ne donne pas de visibilité pour les investisseurs qui ont le plus besoin de

la confiance avant d'engager des capitaux sur des projets qui risquent d'être remis en cause. Aussi, le changement fréquent de réglementation dans le cadre des lois de finances ne fait que pénaliser l'acte d'investir, alors que le besoin est énorme pour l'économie nationale, qui cherche à se garantir une diversification de ses activités productives.

Quelles sont, à votre avis, les mesures à prendre afin de rassurer les investisseurs et libérer enfin l'économie de cette gestion hasardeuse ?

La question de la bonne gouvernance est au centre des préoccupations tant des gestionnaires du secteur public que des investisseurs privés. La transparence souhaitée dans les actes de gestion et l'absence d'un marché financier comme mécanisme d'arbitrage constituent incontestablement des handicaps dans le champ de l'économie nationale, ouvrant ainsi la porte à des comportements pour le moins compromettants du point de vue de la rationalité économique. Nous en sommes toujours au stade des tâtonnements et de l'improvisation.

N.B.

RELANCE DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Le chantier de la débureaucratisation toujours en suspens

- Il est question, comme ne cessent de le souligner les économistes et les chefs d'entreprise, de prendre en charge efficacement tout ce qui est en lien avec l'écosystème de l'investissement ● Ce qui n'est pas le cas
- On en est encore à la phase d'évaluation des potentialités d'investissement des filières industrielles et des opérations d'audit des entreprises publiques.

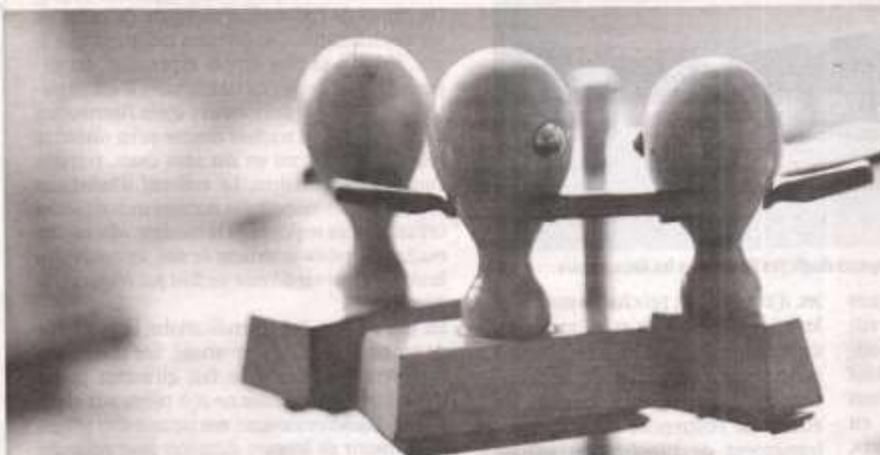


PHOTO: D. K.

La bureaucratie mine toujours l'économie nationale

Après les appels à la régularisation des projets en suspens et les engagements pris dans ce cadre, les bilans se suivent autour de cette opération. Le dernier en date a été rendu public ce 13 février à l'issue du Conseil des ministres. Il fait part globalement de la levée des obstacles sur 15 nouveaux projets d'investissement, alors que 44 autres sont entrés en exploitation. On continue donc à dresser des chiffres sur les projets pris en charge et les postes d'emploi créés à travers les secteurs concernés dans le cadre des exposés présentés par le médiateur de la République chargé de parvenir à une solution définitive aux 915 chantiers en suspens. Mais la question est beaucoup plus profonde. Au-delà de ce «déblocage», certes fort attendu par les porteurs des projets en question, il y a la nécessité plutôt de régler définitivement ce dossier en rompant avec les tergiversations et l'instabilité juridique. Autrement dit, en finir avec les verrous qui ont freiné l'essor

de l'investissement productif pendant plus de 20 ans et qui persistent encore aujourd'hui au moment où, dans les discours, l'on ne cesse de fonder les espoirs sur la relance économique, plaçant même cette année sous le signe de la relance. Laquelle dépend justement de la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement, dont la promulgation était attendue avant la fin de l'année dernière. Mais pas que, puisqu'il est question, comme ne cessent de le souligner les économistes et les chefs d'entreprise, de prendre en charge efficacement tout ce qui est en lien avec l'écosystème de l'investissement. Ce qui n'est pas le cas. On en est encore à la phase d'évaluation des potentialités d'investissement des filières industrielles et des opérations d'audit des entreprises publiques. D'ailleurs, lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'Etat a instruit le ministre de l'Industrie d'engager immédiatement un recensement des producteurs dans les

wilayas connaissant une importante dynamique industrielle, en coordination avec les walis de la République, notamment pour la filière électrique qui se débat dans de grandes difficultés. Il s'agit, selon le communiqué rendu public à l'issue du Conseil, de procéder à un inventaire national de toutes les spécialités, catégories et nature de produits électriques en Algérie, en vue d'interdire l'importation des produits fabriqués localement, et ce, en l'espace d'un mois. L'impératif de travailler conformément à une politique industrielle, «à même de couvrir les besoins du marché national en premier lieu et de l'exportation en second lieu», a également été souligné.

ABSENCE DE COMPLÉMENTARITÉ

De même pour l'élaboration d'une stratégie nationale intégrée pour la relance de l'industrie électrique, la valorisation et le renforcement des capacités disponibles, la réalisation d'une complémentarité entre cette

filière et les autres filières industrielles. Et ce, via la mise en place d'un cadre régitant tous les acteurs des entreprises industrielles, administrations publiques, bailleurs de fonds et organes de normalisation, de conformité et d'accréditation, comme déjà indiqué par le ministre de l'Industrie.

Ce besoin ne concerne pas uniquement la filière électrique mais l'ensemble des filières en quête de développement. Un développement qui ne peut se faire sans investissement. Le ministre de l'Industrie n'a pas manqué de le préciser : le développement ne peut se faire qu'à travers l'investissement via des partenariats locaux et étrangers tout en créant un climat d'investissement. C'est-à-dire en débureaucratisant à travers tous les niveaux (administration locale, banque...). Le directeur de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), Mustapha Zikara, l'a reconnu. La bureaucratisation des procédures d'investissement en Algérie a «dissuadé les investisseurs étrangers ou nationaux», a-t-il admis le 13 février sur les ondes de la Radio nationale. Débureaucratiser est justement le chantier le plus important qui reste en suspens pour en finir avec la domination de la démarche administration, même si les annonces se succèdent concernant les changements prévus dans le nouveau code de l'investissement. Le DG de l'ANDI estime d'ailleurs que les textes «promis» devraient réduire sensiblement ces aspects à travers la simplification. Faudrait-il juste que les choses s'accélérent, que la stabilité du cadre juridique soit assurée pour donner plus de visibilité aux investisseurs et avoir réellement prise sur la production et la création des richesses. S. I.

تبرئة إطارات الجمارك ووكلاء العبور 20 سنة حبسا نافذا لشكيب خليل وآخرين ● تأييد الأمر بالقبض الدولي الصادر في حق المتهم سنة 2019

● أصدر قاضي القطب الجزائي المتخصص في الجرائم المالية والاقتصادية بمحكمة سيدي أحمد بالعاصمة، أمس، حكما يقضي بعقوبة 20 سنة حبسا نافذا في حق وزير الطاقة الأسبق شكيب خليل، في أول محاكمة له متعلقة بالفساد حين كان على رأس القطاع. كما ألزم المتهم بدفع غرامة بقيمة 2 مليون دج، مع تأييد الأمر بالقبض الدولي عليه الصادر في سبتمبر 2019 وهي نفس الالتماسات التي قدمها وكيل الجمهورية.

أما الرئيس المدير العام السابق لجمع سوناطراك، محمد مزبان، فقد حكم عليه بالحبس لمدة 5 سنوات و6 سنوات حبسا لثانبه عبد الحفيظ هيقولي ومليون دينار غرامة مالية لكل واحد و20 مليون دينار بالتضامن كتعويض للخزينة العمومية.

وتابع هؤلاء بجنح تبديد أموال عمومية، سوء استقلال الوظيفة وإبرام صفقات عمومية مخالفة للتنظيم الساري المفعول، سيما خلال إبرام صفقة لإنجاز مركب للغاز المسال بمنطقة أرزيو بوهان سنة 2008، حيث منح الصفقة للمجمع الإيطالي "سايبام" وإقصاء بأمر من الوزير الأسبق شكيب خليل، الشركة الإماراتية التي قدمت أحسن عرض. وبالنسبة للمتهمين، جيلبر توبولاطو وماسيمو ستبلا، الممثلين عن المجمع الإيطالي سايبام، فقد حكم عليهما بـ 5 سنوات حبسا نافذا ومليون دينار كغرامة مالية لكل واحد منهما و6 سنوات ومليون دج غرامة مالية بالنسبة للمتهم فرحات توفيق.

كما قضى بدفع الشركات المتابعة بدفع بين 3 و1 مليار دينار كغرامة مالية، مع إلزام الأشخاص المعنوية وشكيب خليل أيضا بتعويض الخزينة العمومية بمبلغ يتجاوز 19 مليار دينار. أما بالنسبة لباقي المتهمين، منهم إطارات في الجمارك ووكلاء عبور، فقد أصدر قاضي القطب حكما ببراءتهم.

م.ه.ع

بعد أكثر من أسبوع من تعليقه

المحضرون القضائيون يستأنفون نشاطهم

● استأنف، يوم أمس الاثنين، المحضرون القضائيون على المستوى الوطني عملهم بعد أكثر من أسبوع من تعليق النشاط. وأشار بيان لل غرفة الوطنية للمحضرين القضائيين تحصلت "الخبر" على نسخة منه، أن الوزارة الوصية قدمت ضمانات كافية من أجل الوصول لإيجاد حلول فيما يخص طلبات للمحضرين القضائيين المتعلقة بقانون المالية لسنة 2022 بعد اتصالات مكثفة مع الجهات الرسمية، مما استدعى عقد اجتماع للغرفة الوطنية، أول أمس، وإقرار استئناف عمل المحضر القضائي بداية من يوم أمس. وأشارت الغرفة أن القاعدة استجابت بنسبة 100 بالمائة لقرار تعليق العمل القضائي ابتداء من 6 فيفري الفارط، إيماناً منها بمسؤوليتها لإنجاح الإضراب الوطني وضرورة التكفل بالمطالب المقدمة.

"الخبر" اقتربت من تجار الجملة بالعاصمة بعد ساعات من تجميد الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية

حالة ترقب في الأسواق

كان سوق الجملة للمواد الغذائية بالسمار جنوب العاصمة، بعد ساعات من قرار مجلس الوزراء تجميد الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية إلى غاية إشعار آخر، في حالة شلل غير مسبوق على غير العادة، لأن الزبائن الذين اعتادوا التردد على السوق من عدة ولايات فضلوا الترقب والتريث إلى غاية اتضاح الأمور بشأن المواد الغذائية المعنية بانخفاض الأسعار. وفيما يرى بعض التجار أن قرار الحكومة قد يلحق أضرارا بمخزونهم من السلع، يرى البعض الآخر أنه يسهم في تحسين القدرة الشرائية ومن ثمة يعيد الانتعاش والحيوية إلى عملية البيع والشراء بالسمار.

من الشرافة، قبل أن يواصل حديثه: "السمار منذ الصبغة تعيش حالة شلل نتيجة حالة الترقب لما ستؤول إليه بعض أسعار المواد الغذائية في الأيام المقبلة. فالزبائن ينتظرون ماذا سيحدث مع الأسعار ويعتدلون بقرين...". وأضاف: "حالة الترقب هذه نسبت فيها أيضا الخطوة التي أقدم عليها مجمع (سيم) الذي قام بخفض أسعار المعائن بنسبة 50 بالمائة، مستنبا في خصاله لتجار لديهم مخزون من هذه المواد... مع أن البعض يرى أن رفع الضرائب والرسوم على بعض المواد قد يسهم في فتح أفق للتجار طالما أن المستورد الذي كان يتحمل عبء الرسوم والضرائب سيجد نوعا من الانفراج.

الجل... هو دمع الفلاحة

وفي غمرة تداعيات الإجراءات التي اتخذتها الحكومة على طريق اتخاذ كافة التدابير والإجراءات لامتناع الأكار المترتبة عن الارتفاع الكبير للأسعار في السوق الدولية على المواطنين خلال السنة الجارية، يرى عمر، صاحب محل لبيع لبن، أن منظومة المواد الغذائية غالبيتها مستوردة من الخارج وكان يفترض على الحكومة أن توجه إلى عمق المشاكل، بسن سياسة واضحة لإزاء المواد الأساسية كالقمح والحليب والحبوب، من جانب دعم الفلاحين لأجل رفع الإنتاج بل وحتى الأجور الزهيدة في ظل عملة لم تعد تشفع في التصدي للضغط الأخذ في التامم نتيجة الارتفاع الجنوني للأسعار.



الزبائن الذين اعتادوا التردد على السوق من عدة ولايات فضلوا الترقب والتريث

نوار سوكو

● كان السوق عند الساعة العاشرة والنصف صباحا قد بلغ ميثاق من الحركة والأرياح والضحج، ضجيج محركات الشاحنات التي تأتي وتذهب محملة بمختلف السلع والبضائع في غمرة الحسابات التي ضيقتها الجميع على عقارب التحضير والترتيب لشهر رمضان الكريم، لكن على العموم حركة السوق لم تنرق إلى الرهيم المعتاد ولو أن العادة السمة التي كانت تقضي لأحيات غلبية التجار هي القرار الذي خلص إليه اجتماع مجلس الوزراء الأخير، القاضي بتجميد الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية إلى غاية إشعار آخر.

سينش السوق...

فيما يقول التاجر عيسى، المنحدر من ولاية البويرة "لنا نستحسن القرار الذي اتخذته الحكومة المتمثل في إلغاء الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية، كونه يخدم المستهلك ويعيد الاعتبار إلى القدرة الشرائية...". يرى زميله عبد القادر الذي يتولى تجارة السكر والطعام أن اللجوء إلى إلغاء هذه الضرائب والرسوم يشجعنا على الشراء، أي أنه ينش العملية بيميد إلى السوق حركيته ونشاطه التي فقدتها منذ سنة 2019... قبل أن يقاطعه آخر، غلام المعيشة نتيجة ارتفاع الأسعار وتدهور قيمة الدينار تسبب في تراجع الإقبال على الاستهلاك وهذا لعكس مباشرة في التراجع الكبير للبيوع والشراء... ثم يواصل: "بإمكانك أن

بالدرجة الأولى، لكننا نأمل أن يحافظ هذا الإجراء على استقرار الأسعار...". قبل أن يتابع: "نحن ننتظر توضيحات تتبع هذا الإجراء، لأننا اعتدنا على النوم على سلم للأسعار لنستيقظ في اليوم الموالي على سلم آخر...".

ترقب وانتظر...

ومع ذلك، سوق السمار اليوم لا يشبه باقي الأيام الأخرى، يقول تسييم المنحدر

يلحق أضرارا جمة بالتجار من جانب الخسارة التي قد يتكبدها في سلهم المعززة في حال تخفيض أسعار المواد المعفاة من الرسوم والضرائب، وعلى هذا الأساس يقول: "نحن منذ الصبغة كنا نتناقش فيما بيننا بشأن الأمور التي قد تترتب عن تخفيض أسعار المواد الغذائية المعفاة من الرسوم والضرائب. وقلنا إن القرار هو في صالح المستهلك

تتجول في السوق لتتقنا على حقيقة الوضع الذي أصبح سائدا، فقبل بضع سنوات ليس بوسعك التجول بسهولة لشدة الأزدحام الذي يعرفه السوق...".

لنتنظر توضيحات...

لكن سمعيد ابن جسر قسنطينة، صاحب محل لبيع كافة المواد الغذائية، يرى أن قرار الحكومة بتجميد الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية قد



اتخذ قرارات جريئة لحماية القدرة الشرائية ..

الرئيس تبون ينتصر لـ "الزوالية"

- الأسعار ستتراجع بنسب معتبرة
- حماية المستهلك لـ "الحوار"
- الرئيس تبون استجاب للطبقة الهشة
- اتحاد التجار: قرارات رئيس الجمهورية شجاعة
- خبراء: قرار إلغاء الضرائب هام

أزاحت القرارات الحاسمة التي اتخذها رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، مختلف شرائح المجتمع، من مواطنين وجمعيات مهنية ومختصين، ما يسمح بتعزيز القدرة الشرائية ووقف الارتفاع المستمر لأسعار المواد الغذائية والوسائل الإلكترونية.

سعيد. ب / عبد الرؤوف. ح / تصيرة سيد علي /

بعد إلغاء الرسوم والضرائب على المنتجات المستوردة

قرارات "رحيمة" تخفف الضغط عن الفئات الهشة

مع تأجيل خيار التقائية الدعم الذي قالوا إنه غير قابل للتجسيد في الظروف الراهن، بسبب غياب معطيات رسمية ودقيقة عن ماهية المعنيين بالتحويلات النقدية. واتخذ نواب البرلمان، خلال مناقشتهم لقانون المالية، الضريبة على السكر، معتبرين أنه من غير المنطقي إقرار هذه الضريبة التي سترفع الأسعار، بحجة وقاية الجزائريين من الأمراض، كما انتقدوا الضريبة على الفلاحين، التي شددوا على أنها ستتسبب في نزوح الفلاحين من القطاع وارتفاع أسعار المنتجات الفلاحية. ولتطبيق بنود قانون المالية، سبق للمديرية العامة للمارك أن أمرت مصالحتها على مستوى محطة الشحن بمطار الجزائر الدولي، بتشديد الرقابة على عمليات الاستيراد عبر الطرود البريدية لسلع ومنتجات مستعملة على أساس أنها جديدة، كما شرعت في تطبيق رسوم على هذا النوع من الاستيراد بنسب تتراوح من 70 إلى 160 بالمائة لكل السلع التي تتراوح قيمتها ما بين 1 إلى 20 مليون سنتيم.



والتكاليف المقبولة، ضرب المساحة المزروعة. وبالنسبة للشعاب تربية المواشي، فإن الدخل الصافي الخاضع للضريبة هو حاصل جداء متوسط القيمة الحقيقية في عدد رؤوس المواشي لكل سنتف التوافق للتزويد، مع تطبيق تخفيض بنسبة 50 بالمائة. أما لشعاب تربية الدواجن، النحل والأرانب وتربية الحلزون ومنتجات استغلال القطريات، يحدد الدخل الصافي الخاضع للضريبة بتطبيق تعريفة متوسطة، حسب الحالة، على عدة الوحدات أو الكميات المحققة. ولقيت المادة 187 من مشروع قانون المالية لسنة 2022 انتقادات واسعة، حيث طالب النواب من مختلف التشكيلات السياسية، الدولة بعدم التسرع في رفع الدعم، مشددون على أن اتخاذ هذه الخطوة خلال سنة 2022، ستكون له آثار سلبية بالجملة في ظل الخفاش القدرة الشرائية للمواطن الجزائري وسيطرة المضاربة على مختلف الأسواق، داعين إلى التريث في الملف إلى غاية تمكن الحكومة من ضبطه بالشكل اللازم والمطلوب. وكان نواب البرلمان قد طالبوا بتأجيل قرار التقائية الدعم، وأن تتم العملية بعد فتح ورشات مناقشة الملف بإشراك جميع المعنيين، وليس بطريقة عشوائية، موازاة

استساهم القرارات "الجريئة" التي اتخذها رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في تراجع أسعار مختلف المواد الغذائية واسعة الاستهلاك، وكذا مختلف المنتجات الإلكترونية والرقمية، والتي شاعت من معاناة المواطنين في الأسابيع القليلة الماضية، في قرار يعد التصاريح "الزوالية" والطبقة البسيطة. قرار رئيس الجمهورية بتجميد كافة الرسوم والضرائب المترتبة على المواد المستوردة في إطار استراتيجية الحكومة للرفع التدريجي للدعم عن المواد واسعة الاستهلاك، سيساهم في عودة المياه إلى مجاريها. ويعد دعم حماية القدرة الشرائية التي بلغت مستويات دنيا، جراء الارتفاع الصاروخ في أسعار مختلف السلع والمنتجات. وشهدت أسعار المواد الغذائية واسعة الاستهلاك، على إثر تطبيق قانون المالية، زيادات كبيرة، شملت مختلف المنتجات على غرار الحليب والمجانن والزيت، ما أضر بشكل مباشر بالطبقة البسيطة.

وكانت المادة 187 من قانون المالية لسنة 2022، والتي تتضمن مراجعة نظام الدعم، وقرار تحويلات نقدية مباشرة للعائلات المستحقة بدل اعتماد أسعار منخفضة للمواد الأساسية، جدلا واسعاً في الأشهر الماضية. وتضمن قانون المالية 2022 إنشاء حد أدنى للضريبة بمقدار 10.000 دينار جزائري لفئة المدخيل الفلاحية على غرار الأرباح المتناجزة والتجارية وأرباح المهن غير التجارية، وورد في عرض الأسباب اقتراح "إعادة تعريف المدخيل الناتجة من النشاط الفلاحي على الصعيد الجهاني"، وإلغاء الشروط التي تنص على الطابع الصناعي لأنشطة تربية الدواجن والأرانب. كما تضمن قانون المالية إجراءات تهدف إلى توسيع نطاق الضريبة على الدخل الإجمالي سنق مداخيل فلاحية، لتشمل أنشطة أخرى ذات طابع فلاح، والمتمثلة في تربية الحلزون، تربية الجمال والإنتاج الغابي الخالص والطين واستخراج الصمغ واستغلال الحففاء. وفيما يخص تجميد الدخل الفلاحي الصافي الخاضع للضريبة، يتعلق الأمر بالنسبة للنشاط الفلاحي في الفرق بين الرصيد المتوسط بالهكتار العبر عنه بالقيمة

وشمل القرار منتجات متنوعة عبر محطة الشحن بذات المطار، وهي في الأساس منتجات مستعملة أو حتى جديدة منها على غرار الهواتف وأجهزة الحاسوب "لاب توب"، وموزعات الإنترنت (rouler)، وآلات خياطة وأجهزة ألعاب فيديو "بلاي ستايشن"، مشيرة إلى أنه يتم شحنها على الجزائر عبر طرود بريدية. وشملت الرسوم على المنتجات المستوردة عبر طرود بريدية في حال كان المنتج جديداً، وهي في الغالب عمليات استيراد فردية لمواطنين، وفق ما تضمنه قانون المالية الجديد لسنة 2022، مشيرة إلى أن البضاعة الخاضعة للرسوم هي تلك التي تتراوح قيمتها المالية ما بين 10 آلاف دينار 1 مليون سنتيم، و200 ألف دينار، أما نسبة الرسوم التي تم الشروع في تطبيقها، فتتراوح حسب المصدر ذاتها ما بين 70 إلى 160 بالمائة حسب البضاعة المستوردة. وترتب عن هذا القرار ارتفاع كبير في أسعار المنتجات الإلكترونية والرقمية، فضلا عن ندرة حادة في قطع الغيار، ما خلف لهيبا في التكاليف، الأمر الذي دفع بالرئيس إلى التراجع عن القرار.

تقييم، متنسق وطني لمنظمة
 حماية المستهلك،

الرئيس وقف مع المستهلك

ضمن المتنسق الوطني لمنظمة حماية المستهلك، هادي تميم، قرار رئيس الجمهورية بتجميد كل الضرائب والرسوم، لا سيما الرسوم التي تضمنتها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية، معتبرا القرار وقوفا للرئيس في صف المستهلك.

وأوضح تميم، أمس في اتصال بيومية "الحوار" وبخصوص مخرجات اجتماع مجلس الوزراء الأخير، أن: "ردة فعل الرئيس كانت منتظرة، ما لحظناه أن رئيس الجمهورية قد تولى في وقت سابق حقيبة التجارة، وكان يعطي اهتماما كبيرا للمستهلك وحماية القدرة الشرائية، وهاهو يجسد ذلك من خلال العمل على ضمان عيش أحسن للمواطن، من خلال خطوة إلغاء الضرائب".

وأضاف ذات المتحدث قائلا: "كنا على يقين أن الرئيس سيقوم بإلغاء هذه الضرائب، لأنه بإضافة الضرائب عن طريق التعريفات الجمركية والرسوم في قانون المالية كان التداعيات ستكون كارثية، ما يؤدي إلى تدهور القدرة الشرائية أكثر". وعن أوامر الرئيس لضبط استراتيجية محكمة للحد الفوري من تهريب المواد الغذائية واسعة الاستهلاك، عبر كامل الحدود الوطنية، التي تكثف السوق والاقتصاد الوطني خسائر كبيرة، علق تميم: "هذه الظاهرة كانت تستنزف الخزينة العمومية، خصوصا أنها كانت تستهدف المواد المعدمة، ومنه فالخطوة ستكون في اتجاه وقف التزيف وخفض الأسعار بشكل كبير، خصوصا ونحن على مقربة من شهر رمضان".

كما أكد المتنسق الوطني لذات المنظمة على ضرورة مراقبة القرار من ناحية التطبيق الميداني وفق تعليمات رئيس الجمهورية، ومن خلال ضبط الآليات تجسيد ناجمة لترجم القرارات على أرض الواقع بشكل يخدم المواطن والاقتصاد الوطني بصفة عامة.

عصام بدريسي،
مدير ديوان اتحاد التجار،

قرار رئيس الجمهورية شجاعة

من جهته، وصف مدير ديوان لدى اتحاد التجار والحرفيين، عصام بدريسي، قرار رئيس الجمهورية بالشجاع، مشددا على ضرورة مرافقة هذه الإجراءات بشكل يسمح بتجسيدها بالشكل المطلوب. وأوضح بدريسي في حديث لـ "الحوار" أمس أن، "نحن كاتحاد التجار نهرب عن ارتياحنا لمخرجات اجتماع مجلس الوزراء، كون القرار جاء في وقته، خصوصا في ظل جائحة كورونا والخسائر الكبيرة التي تكبدتها الدولة والارتفاع الجنوني الذي شهدته الأسعار مؤخرا". وأعتبر مدير ديوان اتحاد التجار أن، "الخطوة من شأنها الإسهام بشكل كبير في تحقيق إقلاع اقتصادي، وتؤدي إلى انخفاض محسوس في أسعار المواد واسعة الاستهلاك يصل إلى 30 بالمائة من السعر الإجمالي الحالي". وأكد بدريسي أنه بالموازاة مع خطوة تجميد الضرائب يتوجب على الوزارة المعنية التوجه إلى مرافقة هذه الإجراءات، من خلال العمل على وضع حد للمضاربة واحتكار السلع، وحتى التدرة في المواد الواسعة الاستهلاك، والتي كانت السبب الرئيس في ارتفاع الأسعار. وتابع في ذات السياق: "يتوجب تنظيم السوق أيضا، ومتابعة الدخلاء على المهنة، والتي قامت بخلق توتر في الأسعار، مع إمكانية وضع وزارة التجار أسعار مرجعية وتحديد هامش الربح في العديد من المنتجات، وضمان توفير السلع وفق احتياجات المواطن".

خبراء: قرار الرئيس الهدف منه طمأننة المواطن

فرض القيمة المضافة على مادة السكر، وفرض ضريبة على سفار الفلاحين، وغيرها من النقاط التي خلقت حالة من عدم التأكد في المجتمع.

كثرة الضرائب أثقلت كاهل ممارسي التجارة الإلكترونية

ويرى الخبير الاقتصادي الدكتور عمر هارون، في الإطار ذاته، في تجميد كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية، والهواتف النقالة الفريدة، ووسائل الإعلام الأني الموجهة للاستعمال الضريبي، وللؤسسات الناشئة، والاكتفاء بالتعريفات والتنشئة حالما جعلت تجار في الفضاء الافتراضي أو ما يطلق عليها بالتجارة الإلكترونية ينسحبون الواحد تلو الآخر من هذا النشاط. بعد أن فرضت عليها رسوم وضرائب جنونية، في محاولة لمنع استيراد السلع من قبل هؤلاء الشباب، فرضت الدولة الضرائب نحو 160 بالمائة. وهو ما أثار حنقه حيلة المشغلين في الجوال، والذين هم من فئة الشباب، مما خلق لقطا كبيرا على مستوى مواقع التواصل الاجتماعي، رغم أن قانون المالية - كما قال - كان قد أشار لحد أقصى لهذه الرسوم لا يتجاوز 30 بالمائة، فقرار الرئيس تجميد كل الرسوم لتعطف بهذا النموذج التجاري الذي يتم عبر الشبكة الإلكترونية.

كذا يستعمل الخزينة الفارق بين السفر الوطني والعالمى

وفي هذا الصدد، نحن الخبير الاقتصادي الدكتور عمر هارون في تصريحه لـ "الحوار" قرار رئيس الجمهورية الذي يعود هدفه الأساسي إلى طمأننة المواطن الجزائري وإيصال فكرة قوامها أن الدولة مع الشعب وتنازع عن كسبه، خاصة أن الرئيس أكد أن الخزينة العمومية تستعمل كل فرق بين الأسعار العالمية والأسعار المحلية، وقال ذات الخبير حقيقة مستدرك قانون المالية للمناقشة، خاصة -بشيف الخبير ذاته- أن العديد الخبراء قد أكدوا أن هذا القانون يعاجل الراجعة في فلسفته، كون الشفط الضريبي فيه مرتفع، وقد يخلق مشاكل في عدم فهم من الذين ستفرض عليهم الضريبة، مما سيؤدي -حسبه- إلى خلق مشاكل في عملية رفع الأسعار، وهو ما حصل، وهو ما انعكس على القدرة الشرائية للمواطن الجزائري الذي أصبحت 500 دج لا تكفيه لوجبه واحدة في عائلة مكونة من 5 أشخاص، 2000 دج لا تكفيه من أجل تلبية حاجياته اليومية، ومن هذا المنطلق -يقول ذات المتحدث- الرئيس قرر تجميد كل الزيادات الموضوع في قانون المالية 2022، وهذا من أجل مراجعتها في قانون المالية التكميلي الذي يجب أن يكون مطلع جوان القادم، على قرار

نقدية متوازنة. خاصة -يقول الدكتور نبيل جمعة- أن الجزائر تتوفر على حدود ممتدة على مسافات طويلة، مما يستدعي حراستها بالذكاء الاقتصادي لضمان حماية تامة لاقتصاد الوطني.

تجميد الرسوم والضرائب يصب في صالح المستهلك

وفي الإطار ذاته، أوضح رئيس المؤسسات الاقتصادية والحرف، مصطفى رويابن، في حديثه مع "الحوار" بأن قرار الرئيس القاضي في تجميد كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية وعلى المواد الغذائية، والتي سترفع الخبز -كما قال- عن ممارسي هذه التجارة، مشيرا إلى أن إعادة النظر في مؤشر أسعار المواد الغذائية حسب بيان مجلس الحكومة سوف يخلق رغبة المستهلك الذي عانى الكثير في هذه الساعة، وقال رويابن في السياق ذاته كان من المفروض أن تراعى القدرة الشرائية للمواطن، والتي من الأساس تنسم بالضعف، نظرا لما أفرزته جائحة كورونا من هزات وخيمة على الاقتصاد الجزائري على شراة اقتصاديات العالم بعد الركود والسكون الذي طبع التجارة الدولية نتيجة خلق الحدود الدولية منعا لانتشار الوباء، مضيفا أن قرار الرئيس جاء ليتدارك المسألة، وهي قرارات تصمم -كما قال- في صالح المواطن.

أكد الخبير في التجارة الدولية الدكتور نبيل جمعة في حديثه لـ "الحوار" على أن قرار الرئيس، حسب ما ورد في بيان مجلس الوزراء بتجميد الرسوم والضرائب على التجارة الإلكترونية التي تجاوزت نسبة الضريبة على التكنولوجيا عن 333 بالمائة، وانخفاض أسعار الواد الغذائية، هو قرار حكيم ورشيد، لكن لا بد من أن يكون متبوعا بشروط إصلاح السياسة النقدية، مشيرا إلى أن تجميد الرسوم والضرائب على المنتجات الإلكترونية سيخلق عن الأولياء اقتناء السلع الإلكترونية لأطفالهم المتدربين، مشيرا إلى أن تجميد الضريبة على قيمة الدخل المهنية، سوف تنعكس إيجابا على أسعار السلع والخدمات، مما ستساعد وستعزز الجبهة الاجتماعية.

هذا ودعا الخبير الاقتصادي الختص في التجارة الدولية، في السياق ذاته، إلى ضرورة حماية الواد الغذائية من التهربين الذين سوف يستغلون قرار الرئيس بتفريب السلع والخدمات إلى دول الجوار، حيث سيتم رفع من أسعارها، وقال ذات المتحدث من الأهمية يمكن أن يبيع السلع والخدمات الجزائرية عبر الحدود كما يبيع العملة الوطنية من خلال العمل على رفع من قيمة العملة الوطنية حتى لا تعطي الفرصة للوبيات تهريب العملة على الحدود وتزويج الملايير جراء هذه العملية واستغلال الواد المدعمة وتوجيهها إلى غير محلها، مما يتطلب سياسة بنائية

التجار والمستهلكون يثمنون قرار الرئيس ويؤكدون:

تجميد الضرائب سيخفض الأسعار ويحسن القدرة الشرائية

المواد الاستهلاكية، داعيا الى ضبط السوق فيما يخص المواد التي تخضع لقانون العرض والطلب كالأخضر والفاكهة، مؤكدا ان "الارادة موجودة" من اجل التحكم في السوق.

وكان رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، قد أسدى الأحد، خلال ترؤس اجتماع لمجلس الوزراء، تعليمات بتجميد، كل الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية الواسعة الاستهلاك لاسيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022.

كما أمر الرئيس تبون الحكومة باتخاذ كل التدابير والإجراءات، لتفادي اثار الارتفاع الجوني للأسعار في الأسواق الدولية، على المواطنين خلال السنة الجارية إلى غاية استقرارها.

ووجه ايضا تعليمات تقضي بـ«عقد اجتماع تنسيقي، بين مصالح وزير التجارة وممثلي الأجهزة الأمنية، لضبط استراتيجية محكمة للحد الشوري من تهريب المواد الغذائية واسعة الاستهلاك، عبر كامل الحدود الوطنية، التي تكبد السوق والاقتصاد الوطني خسائر كبيرة».

الى جانب هذا، ستتكفل الدولة، حسب توجيهات الرئيس تبون، بتغطية الفارق في الأسعار الخاصة بالمواد الموجهة للمواطنين، من قبل الديوان الجزائري المهني للحبوب، وذلك نظرا إلى ارتفاع الأسعار دوليا.

■ ح.ن

الأجهزة الرقابية للسهر على التطبيق الميداني لهذا القرار لكي تعود فائدته على المستهلك الجزائري.

وأضاف "عامل الرقابة التجارية من شأنه ضمان الارتدادات الايجابية للقرار على أسعار المواد الاستهلاكية المعنية بتجميد الضرائب والرسوم عليها".

وفي تحليله لظاهرة ارتفاع أسعار المواد الغذائية واسعة الاستهلاك اعتبر زبدي أن المضاربة والاحتكار وتدني قيمة الدينار والاختلالات الواقعة في السوق الدولية وارتفاع أسعار الشحن تعد من أهم العوامل التي اثرت بشكل كبير على السوق الداخلي وأدت الى التهاب الأسعار.

وبدوره، ثمن الأمين العام للاتحاد العام للتجار والحرفيين الجزائريين، حزاب بن شهرة، في تصريحه، القرار معتبرا اياه "إيجابيا وسيسمح بتحسين القدرة الشرائية للمواطن خاصة بعد الارتفاع الفاحش في الأسعار الذي تم ملاحظته خلال الأونة الاخيرة".

كما عبر بن شهرة عن "ارتياحه لقرار رئيس الجمهورية لاسيما مع اقتراب شهر رمضان قصد تخفيف العبء على المواطن"، مؤكدا ان تطبيق هذا القرار سيعود بالفائدة على المستهلك والتاجر أيضا.

وذكر بأن الاتحاد كان من السباقين الذين نددوا بارتفاع اسعار المواد الغذائية وزيادة الضرائب على استيراد

■ ثمن ممثلو المستهلكين والتجار، امس، قرار رئيس الجمهورية بتجميد كل الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية واسعة الاستهلاك لحماية للقدرة الشرائية للمواطن، معتبرين القرار خطوة هامة لوضع حد لارتفاع أسعار هذه المواد.

فقد أعرب رئيس المنظمة الجزائرية لحماية وإرشاد المستهلك ومحيطه، مصطفى زبدي، في تصريح له، عن ارتياح المنظمة لقرار رئيس الجمهورية، خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد امس، بتجميد فوري لكل الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية واسعة الاستهلاك و لاسيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022.

واستحسن زبدي هذا القرار خاصة بالنظر للوضع الاقتصادي والاجتماعي الذي تعيشه بلادنا نظرا للمتغيرات الدولية وما انجر عنها من "ارتفاع غير مسبوق" للأسعار.

وأكد زبدي أن قرار رئيس الجمهورية جاء "لايقاف نزييف ارتفاع الأسعار وتحسين القدرة الشرائية للمواطن"، معبرا عن أمله في أن يلتزم المتعاملون الاقتصاديون بـ«التطبيق الصارم لهذا القرار وعدم الغش والتحلي بالمسؤولية الاخلاقية والبيع بالأسعار الحقيقية بعد اقتناء المادة الاولى للمنتوج بدون رسوم».

كما شدد على ضرورة تعزيز عمل



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية - بنعقون - مدينة ملكي، أحمد فرانسع